

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 95 - 3117

(C - 9894)

**31 OCTOBRE 1995.** — Arrêté ministériel portant désignation des supérieurs hiérarchiques chargés de formuler des propositions provisoires en matière de peines disciplinaires et qui interviennent en matière de signalement et de mention défavorable et portant création d'un collège des chefs de service chargé de formuler des propositions définitives en matière de peines disciplinaires

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 55, 78, § 5 et 79, § 4, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 31 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil de Direction donné le 29 septembre 1995;

Vu le protocole n° 115 du 16 octobre 1995 du Comité de secteur III - Justice;

Considérant qu'il est nécessaire pour le bon fonctionnement des institutions de la Justice de créer un collège des chefs de service;

Considérant qu'il est de l'intérêt tant des agents que de l'administration que les procédures en matière disciplinaire soient aussi brèves et efficaces que possible, sans que soient compromises les garanties d'objectivité offertes par ces procédures,

Arrête :

#### SECTION I

Propositions de signalement et de peines disciplinaires

**Article 1er.** Les agents figurant au tableau repris à l'annexe 1 du présent arrêté sont désignés comme supérieurs hiérarchiques compétents habilités à :

1° en matière de signalement :

- a) inscrire les faits à la fiche individuelle
- b) établir les propositions de signalement et de mention défavorable

2° en matière disciplinaire :

émettre une proposition provisoire.

**Art. 2.** Si l'agent désigné en vertu de l'article 1er n'appartient pas au même rôle linguistique de l'intéressé ou n'a pas le grade requis, le Secrétaire général désignera l'agent qui exercera la compétence.

**Art. 3. § 1er.** La compétence de formuler les propositions provisoires en matière de peines disciplinaires pour les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 en fonction dans les services extérieurs de l'Administration des Etablissements pénitentiaires est attribuée au chef d'établissement dans lequel les agents exercent leurs fonctions.

En cas d'absence du chef d'établissement, la compétence visée au premier alinéa est attribuée à son remplaçant pour autant qu'il soit titulaire d'un grade classé au niveau 1.

Si le chef d'un établissement dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale n'appartient pas au rôle linguistique de l'agent concerné, la compétence visée au premier alinéa est attribuée à un agent du personnel de direction revêtu d'un grade de niveau 1 et appartenant à l'autre rôle linguistique.

§ 2. Pour les assistants sociaux et de probation en service à l'extérieur des établissements pénitentiaires, ladite compétence est attribuée au directeur du Service Social d'Exécution de Décisions judiciaires pour autant qu'il appartienne au rôle linguistique de l'agent concerné.

Dans le cas contraire, la compétence visée au premier alinéa est attribuée à un agent du même service titulaire du grade d'inspecteur et appartenant au même rôle linguistique que l'agent.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 - 3117

(C 9894)

**31 OKTOBER 1995.** — Ministerieel besluit houdende de aanwijzing van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voorlopige voorstellen van tuchtstraffen te formuleren en die bij de beoordeling en ongunstige vermelding optreden en houdende de oprichting van een college van diensthooften gelast met het formuleren van definitieve voorstellen van tuchtstraffen

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 55, 78, § 5 en 79, § 4, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 maart 1995,

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel;

Gelet op het advies van de Directieraad gegeven op 29 september 1995;

Gelet op het protocol nr. 115 van 16 oktober 1995 van het Sector comité III - Justitie;

Overwegende dat het voor de goede werking van de instellingen van Justitie noodzakelijk is om een college van diensthooften op te richten

Overwegende dat het zowel in het belang is van de personeelsleden als van de administratie dat de procedures inzake tuchtregeling zo kort en zo efficiënt mogelijk worden gehouden, zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de waarborgen inzake objectiviteit die door die procedures worden geboden,

Besluit :

#### AFDELING I

Voorstellen van beoordeling en van tuchtstraf

**Artikel 1.** De ambtenaren die voorkomen in de tabel van bijlage 1 van dit besluit worden aangewezen als bevoegde hiërarchische meerderen die gemachtigd zijn om :

1° inzake beoordeling :

- a) de feiten in te schrijven op de individuele fiche;
- b) de voorstellen inzake beoordeling en ongunstige vermelding op te maken;

2° inzake tuchtzaken :

een voorlopig voorstel uit te brengen.

**Art. 2.** Als de krachtens artikel 1 aangewezen ambtenaar niet tot dezelfde taalrol als de betrokkene behoort of niet de vereiste graad bekleedt, duidt de Secretaris-generaal de ambtenaar aan die de bevoegdheid zal uitoefenen.

**Art. 3. § 1.** De bevoegdheid om voorlopige voorstellen inzake tuchtstraffen te formuleren voor de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 in dienst in de buitendienst van het Bestuur Strafinrichtingen wordt verleend aan het hoofd van de inrichting waar de ambtenaren hun functies uitoefenen.

Bij afwezigheid van het hoofd van de inrichting wordt de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid verleend aan de plaatsvervanger voor zover deze bekleedt is met een graad ingedeeld in het niveau 1

Indien het hoofd van een inrichting waarvan de zetel in Brussel-Hoofdstad gevestigd is, niet tot de taalrol van de betrokken ambtenaar behoort, wordt de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid verleend aan een ambtenaar van het directiepersoneel bekleedt met een graad van het niveau 1 en behorend tot de andere taalrol.

§ 2. Voor de maatschappelijke- en probatieassistenten, werkzaam buiten de strafinrichtingen, wordt deze bevoegdheid verleend aan de directeur van de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing voor zover deze tot de taalrol van de betrokken ambtenaar behoort

Indien dit in het geval is, wordt de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid verleend aan een ambtenaar van dezelfde dienst bekleedt met de graad van inspecteur en behorend tot dezelfde taalrol als de betrokkene

§ 3. Pour les agents de niveau 1, la compétence mentionnée à l'article 3, § 1er, est attribuée au chef d'établissement pour autant qu'il soit titulaire d'un grade classé au rang 13 et appartienne au rôle linguistique de l'agent concerné.

Dans le cas contraire, la compétence visée au premier alinéa est confiée à l'inspecteur général de l'Administration des Etablissements pénitentiaires appartenant au rôle linguistique de l'agent concerné.

## SECTION II

### Propositions définitives en matière de peines disciplinaires

**Art. 4.** Un collège des chefs de service chargé de formuler des propositions définitives en matière de peines disciplinaires pour les fonctionnaires des niveaux 2+, 2, 3 et 4 de l'Administration centrale et des services extérieurs de l'Administration des Etablissements pénitentiaires est créé.

**Art. 5.** Le collège se compose d'une section française et d'une section néerlandaise.

**Art. 6.** Chaque section comprend :

1° un président titulaire d'un grade du rang 15 au moins ;  
2° deux agents titulaires d'un grade du rang 13 au moins ;  
3° deux agents de rang 10 avec au moins 4 années d'ancienneté de grade ;

4° un secrétaire qui n'a pas le droit de vote ;

Pour chaque membre du collège un suppléant est désigné.

**Art. 7.** La délibération du collège est valable dès lors qu'y participent le président et deux autres membres qui ont le droit de vote.

Chaque décision individuelle prise à l'égard d'un agent à lieu au vote secret et à majorité simple des voix.

**Art. 8.** Dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai fixé par l'article 78, § 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, le supérieur hiérarchique notifie à l'agent la peine disciplinaire qu'il entend proposer à son égard et transmet la proposition au collège des chefs de service.

**Art. 9.** Dans un délai de cinq jours prenant cours le jour où il a été saisi de la proposition de peine disciplinaire, le collège des chefs de service convoque l'agent par lettre recommandée à la poste à se présenter devant lui. L'audition de l'agent doit avoir lieu entre le vingtième et le trentième jour qui suit la saisine du collège.

La convocation indique le lieu, le jour et l'heure de l'audience ainsi que le lieu et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté.

L'agent comparait en personne, il peut se faire assister par la personne de son choix. Le défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, du collège des chefs de service.

Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent ou son défenseur s'abstient sans excuse valable de comparaître, la proposition provisoire vaut proposition définitive.

Le collège des chefs de service se prononce sur base des pièces du dossier, même si l'agent ou son défenseur peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience.

**Art. 10.** Ne peut ni siéger ni participer à la délibération du collège des chefs de service, le fonctionnaire faisant l'objet de l'action disciplinaire ou tout fonctionnaire qui a participé à l'intentement de l'action disciplinaire ou qui a pris part, à quelque titre que ce soit, à la procédure disciplinaire.

**Art. 11.** Dans un délai de deux mois au plus tard prenant cours le jour de la saisine du collège des chefs de service, celui-ci formule la proposition définitive et la notifie à l'agent dans les dix jours.

**Art. 12.** Dans les dix jours qui suivent la notification de la proposition définitive, l'agent peut introduire un recours contre cette proposition devant la chambre de recours compétente.

## SECTION III

### Dispositions finales

**Art. 13.** L'arrêté ministériel du 26 septembre 1989 désignant les supérieurs hiérarchiques compétents au Ministère de la Justice pour prononcer le rappel à l'ordre et le blâme et pour faire les propositions définitives en matière de peines disciplinaires, l'arrêté ministériel du

§ 3. Voor de ambtenaren van het niveau 1 wordt de in artikel 3, § 1, vermelde bevoegdheid verieënd aan het hoofd van de inrichting voor zover deze bekleed is met een graad ingedeeld in de rang 13 en behoort tot de taalrol van de betrokken ambtenaar.

Indien dit niet het geval is, wordt de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid toegewezen aan de inspecteur-generaal bij het Bestuur Strafinrichtingen behorend tot de taalrol van de betrokken ambtenaar.

## AFDELING II

### Definitieve voorstellen inzake tuchtstraffen

**Art. 4.** Er wordt een college van dienstchefs ingesteld, belast met het formuleren van definitieve voorstellen inzake tuchtstraffen voor de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 van het Hoofdbestuur en van de buitendiensten van het Bestuur Strafinrichtingen.

**Art. 5.** Het college bevat een Nederlandse en een Franse afdeling.

**Art. 6.** Iedere afdeling is samengesteld uit :

1° een voorzitter bekleed met een graad van ten minste rang 15;  
2° twee ambtenaren bekleed met een graad van ten minste rang 13;  
3° twee ambtenaren van rang 10 met ten minste 4 jaar graad-ancienniteit ;

4° een secretaris dewelke niet stemgerechtigd is;

Voor elk lid van dit college wordt een plaatsvervanger aangeduid.

**Art. 7.** Het college houdt geldig zitting als ten minste de voorzitter en twee andere stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Elke individuele beslissing genomen ten opzichte van een ambtenaar, geschiedt bij geheime stemming en bij gewone meerderheid van stemmen.

**Art. 8.** Binnen vijf dagen volgend op de beëindiging van de termijn vastgesteld in artikel 78, § 3, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, betekent de hiërarchische meerdere bevoegd voor het formuleren van een voorlopig voorstel van tuchtmaatregel zijn voorstel aan de betrokken ambtenaar en stuurt het voorstel naar het college van dienstchefs.

**Art. 9.** Binnen de vijf dagen vanaf de dag waarop het voorstel van tuchtstraf bij hem aanhangig is gemaakt, roept het college van dienstchefs de ambtenaar bij een ter post aangezekende brief op om voor hem te verschijnen. Het horen van de ambtenaar moet geschieden tussen de twintigste en de dertigste dag volgend op het aanhangig maken bij het college.

De oproeping vermeldt de plaats, de dag en het uur van de zitting alsook de plaats waar en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden geraadpleegd.

De ambtenaar verschijnt persoonlijk, hij mag worden bijgestaan door een persoon naar zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van het college van dienstchefs.

Indien de ambtenaar of zijn verdediger, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, geldt het voorlopig voorstel als definitief voorstel.

Het college van dienstchefs doet uitspraak op basis van het dossier, zelfs indien de ambtenaar of zijn verdediger een geldige reden kan aanvoeren, zodra de zaak voor de tweede maal ter zitting komt.

**Art. 10.** Kan geen zitting houden noch deelnemen aan de beraadslaging van het college van dienstchefs, de ambtenaar tegen wie de tucht-vordering is ingezet of elke ambtenaar die heeft deelgenomen aan het instellen van de tuchtprocedure of die in enige hoedanigheid aan de tuchtprocedure heeft deelgenomen.

**Art. 11.** Binnen een termijn van ten hoogste twee maanden vanaf de dag dat de zaak bij het college van dienstchefs is ingediend, doet dit college het definitieve voorstel en betekent het binnen de tien dagen aan de ambtenaar.

**Art. 12.** Binnen tien dagen die volgen op de betekening van het definitieve voorstel, kan de ambtenaar tegen dit voorstel beroep aantekenen bij de bevoegde raad van beroep.

## AFDELING III

### Slotbepalingen

**Art. 13.** Het ministerieel besluit van 26 september 1989 tot aanwijzing van de hiërarchische meerderen die bij het Ministerie van Justitie bevoegd zijn om de terechtwijzing en de blaam uit te spreken en om de voorlopige voorstellen te doen inzake tuchtstraffen, het ministerieel

26 septembre 1989 portant création d'un collège chargé de formuler les propositions définitives en matière de peines disciplinaires et l'arrêté ministériel du 26 septembre 1989 désignant les fonctionnaires qui interviennent en matière de signalement et de mention défavorable sont abrogés.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

**Art. 15.** Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 octobre 1995.

S. DE CLERCK

besluit van 26 september 1989 houdende samenstelling van een college belast met het uitbrengen van definitieve voorstellen inzake tuchtstraffen en het ministerieel besluit van 26 september 1989 tot aanwijzing van de ambtenaren die bij de beoordeling en de ongunstige vermelding optreden worden opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 15.** De Secretaris-generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 oktober 1995.

S. DE CLERCK

#### ANNEXE I

Agent pouvant être soumis au signalement	Agent désigné en tant que supérieur hiérarchique compétent pour inscrire les faits à la fiche individuelle, pour établir les propositions de signalement et de mention défavorable
Niveau I rangs 12, 11 et 10	Agent titulaire d'un grade du rang 13 au moins appartenant à la même administration que l'agent qui est soumis au signalement.
Niveau 2+, 2 et 3	Agent titulaire d'un grade du rang 10 au moins appartenant à la même administration que l'agent qui est soumis au signalement ou à qui l'on veut proposer une mention défavorable
Niveau 4 (mention défavorable)	

Agent pour lequel une sanction disciplinaire peut être proposée	Agent désigné en tant que supérieur hiérarchique pour émettre une proposition provisoire
Niveau I rang 15	Agent titulaire d'un grade du rang 16 au moins appartenant à la même administration que l'agent pour lequel une sanction disciplinaire est proposée.
rangs 14 et 13	Agent titulaire d'un grade du rang 15 au moins appartenant à la même administration que l'agent pour lequel une sanction disciplinaire est proposée.
rangs 12, 11 et 10	Agent titulaire d'un grade du rang 13 au moins appartenant à la même administration que l'agent pour lequel une sanction disciplinaire est proposée.
niveaux 2+, 2, 3, et 4 tous les rangs	Agent titulaire d'un grade du rang 10 au moins, bénéficiant de trois ans d'ancienneté de niveau au moins et appartenant à la même administration que l'agent pour lequel une sanction disciplinaire est proposée.

#### BIJLAGE

Ambtenaar die aan de beoordeling kan worden onderworpen	Ambtenaar aangewezen als bevoegde hiërarchische meerdere om de feiten op de individuele fiche in te schrijven, om de voorstellen van beoordeling en van ongunstige vermelding op te stellen.
Niveau I Rangen 12, 11 en 10	Ambtenaar titularis van een graad van tenminste rang 13 die tot hetzelfde bestuur behoort als de ambtenaar op wie de beoordeling toepasselijk is.
Niveau 2+, 2 en 3	Ambtenaar titularis van een graad van tenminste rang 10 en die tot hetzelfde bestuur behoort als de ambtenaar op wie de beoordeling toepasselijk is of aan wie men een ongunstige vermelding wil voorstellen.
Niveau 4 (ongunstige vermelding)	

Ambtenaar aan wie een tuchtstraf kan worden voorgesteld.	Ambtenaar aangewezen als bevoegde hiërarchische meerdere om een voorlopig voorstel uit te brengen.
Niveau I rang 15	Ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 16 die tot hetzelfde bestuur behoort als de ambtenaar aan wie een tuchtstraf wordt voorgesteld.
rangen 14 en 13	Ambtenaar titularis van een graad van tenminste rang 15 die tot hetzelfde bestuur behoort als de ambtenaar aan wie een tuchtstraf wordt voorgesteld.
rangen 12, 11 en 10	Ambtenaar titularis van een graad van tenminste rang 13 die tot hetzelfde bestuur behoort als de ambtenaar aan wie een tuchtstraf wordt voorgesteld.
Niveau 2+, 2, 3 en 4 alle rangen	Ambtenaar titularis van een graad van tenminste rang 10 met tenminste drie jaar niveau-anciënniteit en die tot hetzelfde bestuur behoort als de ambtenaar aan wie een tuchtstraf wordt voorgesteld.